

Questions à

Sébastien Martinet

Directeur de la Fédération médico-sociale (FMS) 88

« L'emploi social en Lorraine c'est près d'un emploi sur deux »

Vous êtes à la tête de la Fédération médico-sociale des Vosges. Quel est son poids dans le département ?

La FMS 88 est une association loi 1901, créée en 1921, reconnue d'utilité publique en 1923. Elle fournit du travail à 610 personnes sur le département des Vosges et accompagne près de 10.000 personnes en difficultés. Son chiffre d'affaires est de 28 M€ et dans certains secteurs, elle est le premier employeur.

Ses champs d'intervention ?

Il ne cesse de s'étendre. Aujourd'hui, nous comptons 51 métiers différents. Le champ d'activités de la FMS est très large puisqu'il couvre à la fois l'insertion sociale, économique, professionnelle, liée au logement ; l'accompagnement des personnes âgées et handicapées ; la protection des enfants, des adolescents et l'accompagnement



■ Sébastien Martinet.

familial ; le soin des personnes en situation d'addiction ; l'information, la formation et la recherche dans le domaine social et médico-social.

Quel avenir pour l'emploi social dans la région ?

L'emploi social en Lorraine c'est déjà près d'un emploi sur deux. Avec Le MOUVES nous pensons qu'il y a un vrai levier d'actions car pour tous les entrepreneurs sociaux le leitmotiv est le même : un problème, c'est un projet.

Économie Les entrepreneurs sociaux lorrains se mobilisent pour booster les embauches et la création d'entreprises sociales

Il faut que ça « MOUVES » !

Nancy. Après un an de rencontres et de discussions, l'acte fondateur a eu lieu le 6 octobre. « MOUVES », Lorraine, le Mouvement des entrepreneurs sociaux de la région a vu le jour. Son ADN : « agir ensemble pour la création de nouvelles entreprises sociales et donc d'emploi sur le territoire lorrain », expliquent ses pionniers en Lorraine. Il s'agit de Pierre Guyot d'Envie Lorraine, Sébastien Martinet de la FMS 88, Bruno Martin de la Poudrière-Meshwork ou encore de Bernard Guirkiner du Groupe SOS Lorraine.

Un booster d'entreprises sociales

Pour ce lancement, le président national du MOUVES en France, André Dupon, par ailleurs entrepreneur social dirigeant de Vitamine T (Nord), les a rejoints pour évoquer les défis locaux avec des élus, à l'image du député socialiste Dominique Potier, mais aussi avec une cinquantaine d'entrepreneurs sociaux et d'agents des collectivités locales.

Jeune acteur discret sur la



■ Recyclage de produits électriques et électroniques, ici des téléviseurs, des écrans d'ordinateurs, des aspirateurs et des imprimantes, par l'association Envie Lorraine à Nancy. Photos Alexandre MARCHI

scène de la région, le MOUVES est déjà à l'action. « Depuis plusieurs mois le mouvement fédère une trentaine d'entrepreneurs sociaux : de jeunes start-up dans les technologies à de grandes entreprises d'insertion de plusieurs centaines de sala-

riés ». Car c'est cela l'esprit du MOUVES, « on ne cloisonne pas. On est ouvert à toutes les catégories, à toutes les personnes qui veulent donner une dimension humaine à l'entreprise, créer de l'emploi local en synergie avec les différents acteurs », souligne, avec conviction, Pierre Guyot.

Trois projets soutenus dès 2015

Philippe Lemaire de la société Phitech (spécialisée dans les solutions pour l'accessibilité des personnes déficientes sensorielles), Guillaume Bartolotti (AEIM) et d'autres chefs d'entreprise s'impliquent à présent dans le mouvement. Ensemble, ils se sont déjà fixés pour objectif d'accompagner en 2015 la création ou le développement d'entreprises sociales autour de la thématique du handicap.

« Au moins trois projets

seront soutenus et appuyés par le mouvement », avance encore Pierre Guyot. L'ambition, à l'entendre, est de créer à travers le MOUVES un « booster d'entreprises sociales ».

Mais pour bénéficier de cet appui, il faut s'engager sur des valeurs fédératrices, d'intérêt général où le profit « est un moyen pas une fin en soi ». Parmi les marqueurs du MOUVES, « il y a la notion de bienveillance vis-à-vis de l'employé. L'échelle des salaires doit être également raisonnable. De 1 à 10 maximum », insiste Sébastien Martinet. À Envie, cette échelle « n'est que de 1 à 5 », souligne Pierre Guyot. Quant aux bénéfices, ils sont intégralement reversés dans les projets. Pas de dividendes distribués aux actionnaires, tout est et doit être réinjecté dans l'entreprise.

L'état d'esprit n'est pas non plus d'être un acteur

Économie sociale

► On parle souvent de l'économie sociale et solidaire sans savoir exactement ce que recouvre ce concept. Il désigne « un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale », peut-on lire sur le portail du ministère de l'Économie et des Finances. « Ces entreprises adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéficiaires qu'elles réalisent : le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis. Leurs ressources financières sont généralement en partie publiques », précise le ministère.

concurrentiel, mais au contraire de jouer collaboratif. « Les entreprises apprennent chacune des autres et s'associent pour conduire des marchés ».

Se considérant comme des chefs d'entreprises comme les autres, les membres du MOUVES veulent booster l'emploi, à l'image de ce qu'ils ont réussi dans leurs propres sociétés. Entre 2007 et aujourd'hui, Envie a ainsi multiplié par trois ses salariés pour peser actuellement 140 emplois en Lorraine. La FMS a, quant à elle, doublé ses effectifs depuis 1999. Pour les Vosges cet acteur majeur emploie à lui seul 610 personnes. Preuve que le MOUVES se construit sur du concret, des ressources et des compétences mutualisées.

Alexandre POPLAVSKY

Plus d'informations sur <http://mouves.org/category/lorraine>

Les 30 ans d'Envie

Ce mercredi, Envie Lorraine célébrera ses 30 ans. Depuis 1984, la société n'a cessé de grandir et de se diversifier. A Nancy, Envie aujourd'hui, c'est le reconversionnement et de la vente d'appareils électroménagers d'occasions garantis 12 mois. C'est le traitement environnemental sur ses sites d'Heillecourt et Pompey (54), Forbach et Marly (57), et Bar-le-Duc (55), des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEE). C'est également la collecte et le traitement des meubles professionnels ou encore la rénovation de bâtiments. La diversification se poursuit avec le traitement des déchets d'équipements et spécialement la literie. « Dans la zone Grand Est (de Strasbourg à Reims) pour lequel nous avons un agrément, ce sont des millions de tonnes de maites qui sont jetés chaque année », observe Pierre Guyot. Pour cette activité, il a implanté une unité sur le site industriel Kléber de Toul. L'objectif est de conserver une conception manœuvrière de la tâche afin de créer et de sauvegarder l'emploi local.

<http://envie-nancy.fr>



■ Pierre Guyot, directeur de l'association Envie Lorraine.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

L'AFFAIRE GRÉGORY

30 ans après, des plaies toujours béantes.

**AUTOPSIE
D'UNE CATASTROPHE
JUDICIAIRE**

LES ACTEURS DE L'AFFAIRE
SE RACONTENT : JUGES,
EXPERTS, AVOCATS,
ENQUÊTEURS...

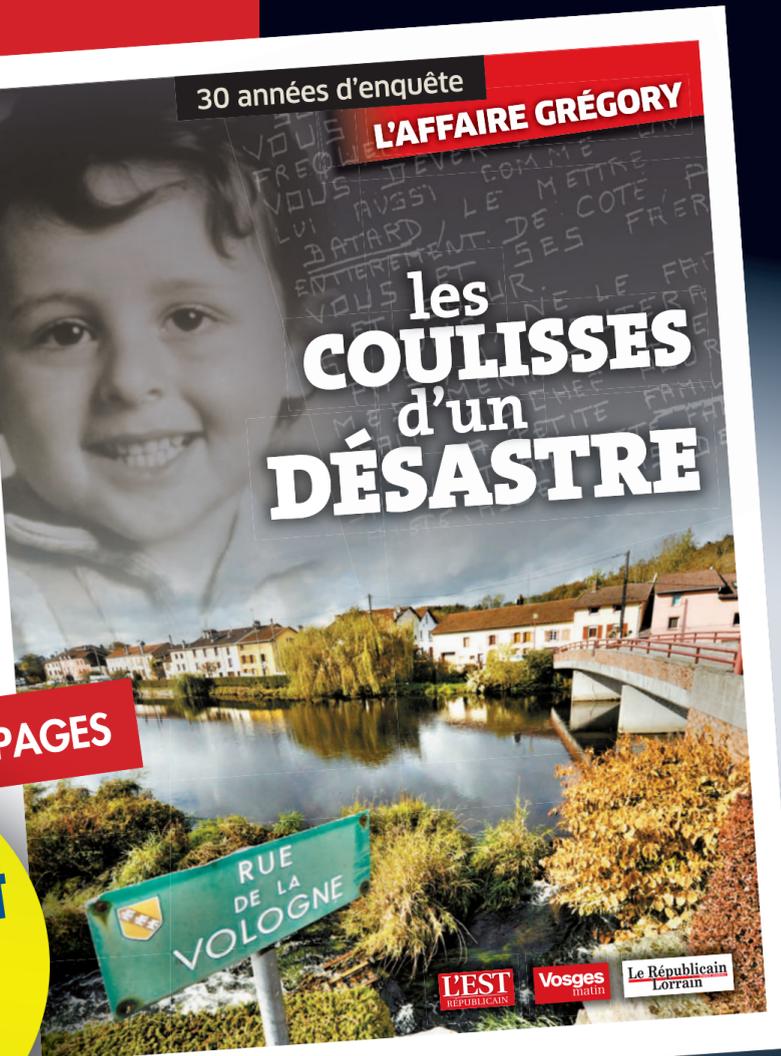
LE SUPPLÉMENT
Seulement
2€

48 PAGES

30 années d'enquête

L'AFFAIRE GRÉGORY

les
COULISSES
d'un
DÉSASTRE



L'EST
RÉPUBLICAIN

Vosges
matin

Le Républicain
Lorrain

L'EST
RÉPUBLICAIN

Vosges
matin

Le Républicain
Lorrain

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX